



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Etude-de-la-monnaie-VI-les>

Dossier (Étude de la monnaie IXe)

Étude de la monnaie : VI. les monnaies parallèles

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1035 - août-septembre 2003 -

Date de mise en ligne : samedi 11 novembre 2006

Date de parution : août 2003

Description :

2 - Monnaies locales

2.2 - Après les "Trente glorieuses".

2.3 - Monnaies associées à des projets humanistes

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

De quoi réfléchir pendant ~~les vacances~~

2. APRÈS LES "TRENTES GLORIEUSES"

Les systèmes d'échanges locaux

Frappé par le nombre de personnes qui ne peuvent pas participer à la vie économique et sociale parce qu'ils manquent d'argent, Michael Linton crée avec quelques amis, en 1982, le premier système d'échange locaux, en anglais Local Exchange Trading Systems (LETS) à Vancouver (Canada). Il sera imité d'abord en Australie, puis en Nouvelle Zélande et au Royaume-Uni, etc. En France, le premier système d'échanges local (SEL) a été créé en Ariège en 1994.

Il s'agit de comptabiliser les transactions que font entre eux les membres d'un SEL, portant aussi bien sur des travaux ménagers que sur des réparations, des gardes d'enfants ou des cours. Offres et demandes sont recensées dans un catalogue auquel tous les membres d'un SEL ont accès. La comptabilité se fait dans une monnaie imaginaire, chaque SEL a la sienne, dont la valeur unitaire, parfois liée à la monnaie légale mais le plus souvent au temps passé, fait l'objet d'un accord mutuel. Si Aurélie souhaite repeindre sa cuisine alors que Pierre offre de faire des travaux de peinture, elle lui confie le travail et ils conviennent entre eux que Pierre y consacrera, par exemple, 10 heures. Si leur monnaie a pour unité de compte la minute, quand la cuisine sera repeinte, le SEL devra retrancher 600 unités du compte d'Aurélie et augmenter d'autant celui de Pierre. Il appartiendra alors à Aurélie de fournir un travail à un membre du SEL, pas forcément Pierre, et celui-ci aura droit à une aide de 10 heures de la part d'un membre du SEL. L'heure est comptabilisée sans tenir compte du niveau social ou professionnel de la personne qui rend le service. Rien ne garantit que le travail sera bien fait. Aucun recours n'est possible. Les membres sont invités à limiter leur endettement, mais un compte déficitaire n'est pas pénalisé d'un intérêt.

Le gros problème, crucial pour certains SEL, est celui de leur comptabilité : elle s'avère très lourde, ce qui contraint leurs responsables à un travail répétitif. Or les travaux effectués dans un SEL sont par principe occasionnels, sinon il s'agirait de travail illégal, "au noir". Ils ont donc à choisir entre convertir la tâche de comptabilité en travail salarié, donc déclaré, ou inventer des systèmes moins lourds à gérer... Dans certains SEL, une grande partie des échanges n'est pas comptabilisée, le système se dissout alors dans la bande de copains, mais perd aussi sa capacité d'accueillir régulièrement de nouveaux adhérents "en nombre", à la différence des SEL qui "comptent".

Les banques du temps.

Inventée par Paul Glover, l'Ithaca-hour ou time-dollar est une monnaie locale née du refus des 30.000 habitants de la ville d'Ithaca (État de New-York) de se voir soumis aux effets de décisions prises de loin par de grands groupes ne se souciant guère de la survie des petites localités. Le but est de réorganiser localement l'économie marchande, de créer des emplois locaux et de faire circuler localement les revenus de sa population. Des communautés se sont formées pour bénéficier de ces time-dollars qui est une monnaie non imposable. Celui qui reçoit ainsi un service signe un certificat à celui qui le lui rend, l'ensemble de ces certificats est géré par une Time Bank (banque de temps) qui centralise les offres et les demandes de temps.

Sur le même principe, des banques de temps ont été créées en Italie, à Bologne en 1991, par un groupe de femmes désireuses de valoriser leurs activités au quotidien. Comptabilisant les heures de ces volontaires, ces banques du temps italiennes organisent leurs emplois du temps en fonction des offres, des demandes et des compétences. Elles ont des liens très forts avec les administrations locales, qui sont même souvent à leur origine et qui leur fournissent finances et locaux.

Autres monnaies locales

Les exemples de monnaies parallèles locales sont trop nombreux pour être tous cités, depuis le tabac et les cartes à jouer qui remplaçaient la monnaie légale chez les colonisateurs aux Etats-Unis, jusqu'à ces deux exemples cités dans la presse au début de 1999 :

"« Au Brésil, la municipalité de Braga a décidé de payer ses employés en imprimant ses propres bank-notes. Baptisés "Bonus", les billets peuvent servir à payer les impôts locaux et ils sont acceptés dans les magasins de la ville. »

"« En Russie, dans la région de Novossibirsk, une entreprise imprime sa propre monnaie. Plus de 800.000 billets d'une valeur faciale d'un rouble ont été édités, puis distribués aux employés. Cette émission a permis de payer trois mois de salaire en retard... ces billets sont également acceptés par les autorités locales en paiement des impôts locaux, les municipalités payant alors leurs fonctionnaires avec ces billets. »

Mais le plus important est l'exemple de l'Argentine, ce pays qui est en "crise économique" alors que ses richesses naturelles sont immenses.

Le troc en Amérique latine : les credits

En fait, les Argentins se retrouvent sans pouvoir d'achat parce que leurs avoirs en monnaie légale ont été confisqués sur leurs comptes en banque. Un très grand nombre d'entre eux ne survivent que grâce à un système de troc qu'heureusement, ils avaient organisé avant.

En 1995, à Bernal, banlieue de Buenos Aires, des voisins échangent les surplus de leurs potagers. Ils redécouvrent le troc. D'abord local, le système devient régional, puis national. En trois ans des milliers d'Argentins (qui ne bénéficient ni d'assurance chômage, ni d'allocations familiales, ni d'un équivalent du RMI) adhèrent à des clubs de troc. À la fois producteurs et consommateurs, ils reçoivent alors de leur club un certain nombre de "créditos", monnaie locale qui leur permet d'échanger productions et services au sein du club. On a estimé à plus de 500 millions de dollars les échanges effectués en 1999. Ces clubs de tailles diverses (de quelques dizaines d'adhérents à plus de mille) se sont rassemblés en réseaux (Red de Trueque), ou "noeuds" étendus à toute l'Argentine et même à des pays voisins (Uruguay, Brésil, Nicaragua, Pérou,...). Ce ne sont pas des structures fermées : les gens peuvent passer d'un noeud à un autre. Au début, ils étaient issus de la classe moyenne, mais celle-ci s'est muée en une classe de nouveaux pauvres. Avec l'extension de la crise, et pour en amortir sur eux les effets, c'est plus de 6 millions d'Argentins qui auraient participé en 2002 aux activités d'environ 8.000 noeuds.

Deux grands réseaux coexistent : le Réseau de troc solidaire (RTS) qui regroupe dix sept provinces et le Réseau global de troc (RGT) qui compte le plus grand nombre d'adhérents. Les pouvoirs publics ont dû tenir compte de l'importance de ces réseaux, si bien qu'en 2000 le troc a été déclaré d'intérêt national par le gouvernement. Outre certains commerces de nombreuses municipalités acceptent maintenant des règlements en crédits.

Au départ, un club émet un certain volume de monnaie "alternative" et la répartit équitablement entre ses membres pour faire des échanges. Si ces échanges se multiplient au point que les membres estiment qu'ils ont besoin de plus de monnaie, ils votent une augmentation, par exemple de 10 unités par membre ; mais un contrôle attentif s'est avéré nécessaire pour éviter la dévaluation de l'unité monétaire.

Les pouvoirs publics, en particulier ceux de la ville de Buenos Aires, ont accepté d'appuyer ce système à condition que sa monnaie ne soit pas convertible en monnaie légale. Mais on s'est aperçu que les participants avaient du mal à ne pas confondre la monnaie des "nodos" avec la monnaie légale et il faut insister pour qu'ils fassent la différence.

Enfin, pour éviter les inconvénients des contrefaçons, il est recommandé que les grands échanges entre clubs se fassent en produits sans l'aide de monnaies.

■

La multiplication des monnaies locales ne va pas sans inconvénient : elle facilite la falsification massive des billets par des réseaux mafieux, et en émettre inconsidérément conduit à une inflation galopante, comme celle que connaît l'économie classique ! Citons Heloisa Primavera, Professeur d'administration publique à l'Université de Buenos Aires : elle dénonce une "falsification de principe" car l'inflation que connaît le Réseau Global de Troc « est le résultat de la sur-émission de crédits dans ce réseau qui provoque une sur-liquidité sur le marché » ; elle reproche au RGT de « détruire la dynamique économique et sociale du troc en inondant le pays de ses billets afin de créer un réseau national centralisé, à la monnaie incontournable. Le résultat est fâcheux : la monnaie est déconnectée de l'économie réelle. Comme un certain peso... La juste correspondance entre niveau de production et volume de crédits en circulation est rompue, le crédito perd alors de sa valeur et surtout la confiance des usagers [\[1\]](#) ». C'est pourquoi elle mène campagne auprès des maires pour qu'ils n'acceptent pas n'importe quelle monnaie locale. Pour elle, l'urgence est de consolider le potentiel alternatif du troc « qui doit devenir le terrain d'une économie de l'abondance où le jeu n'est plus gagne/perd, comme dans le capitalisme, mais gagne/gagne, grâce à un partage efficace des richesses [...] Le troc est pour la première fois, un chemin pour sortir les pauvres de l'exclusion sans faire la guerre, sans prendre les armes [...] C'est un phénomène d'avant-garde et pas de régression[...] Nous sommes à un point de sortie du paradigme de la rareté pour entrer dans celui de l'abondance. Il n'y a pas de rareté. Elle est artificielle. » [\[2\]](#)

Toutes ces monnaies locales sont nées quasi spontanément, dans l'urgence, et lorsqu'un inconvénient se révèle, elles tentent de le surmonter, localement, de façon pragmatique. Elles n'ont donc pas l'ambition d'apporter une solution aux grands problèmes sociaux liés à la façon de gérer l'économie, leur conception n'ayant rien d'universel, et c'est bien le sens des conclusions qu'Héloïsa Primavera tire de sa propre expérience en Argentine. En mettant l'accent sur le fait que le capitalisme correspond à une économie de rareté mais se révèle incapable de partager les richesses aujourd'hui que nous entrons dans l'ère de l'abondance (on sait tout produire, même le pire), elle témoigne de la nécessité de concevoir d'autres changements que des essais de monnaies parallèles locales. C'est la monnaie légale qui doit être transformée, mais comme partie intégrante d'un projet véritablement humaniste, réfléchi et débattu avant d'être appliqué à une tout autre échelle. Avant d'exposer nos propositions pour répondre à cet objectif, évoquons deux initiatives qui vont dans la même direction :

3. LES MONNAIES ASSOCIEES À DES PROJETS VÉRITABLEMENT HUMANISTES

Le dividende social

Au début des années 1930, les propositions du Major écossais C.H.Douglas avaient une portée plus universelle, humaniste. Mettant l'arbitraire de la création monétaire par les banques à l'origine du manque de pouvoir d'achat des populations pauvres, d'ailleurs condamnées au chômage par le machinisme, il fit remarquer que la véritable richesse d'un pays n'est pas celle qu'indique son système financier mais bien ses possibilités réelles de produire : ses terres, ses mines, ses routes, etc. Ce patrimoine étant commun à tous les citoyens d'un pays, il estimait légitime que chacun d'eux en touche régulièrement le dividende, sous la forme d'une somme versée annuellement par un organisme national de crédit émettant pour cela une nouvelle monnaie. Actuellement encore appliqué en Alaska, ce principe vaut à tous les habitants de cet État de recevoir chaque année un dividende (1.540 \$ en 2002) gagé sur le pétrole du sous-sol.

Le projet SOL

Le projet d'une monnaie solidaire, le SOL, exposé au cours de la rencontre internationale "Reconsidérons la richesse" à Paris (mars 2002), est conçu pour favoriser une société solidaire ayant l'humain et non plus le profit pour objectif. Concrètement,

" un citoyen recevrait des SOLs soit en achetant certains biens et services de l'économie sociale et solidaire (ESS = mutuelles, coopératives, par exemple), soit en ayant un comportement civique en s'impliquant dans la vie sociale (alphabétisation par des bénévoles, par exemple).

" Ces SOLs permettraient d'acheter des biens et services de l'ESS (commerce équitable, assurances, ou même placements financiers), d'accéder à des biens collectifs (par exemple aux équipements sportifs d'une commune) et culturels, ou encore de soutenir des initiatives locales ou de grandes causes communautaires.

Post-scriptum :

Nos lecteurs disposent maintenant, en neuf doubles pages (depuis le numéro GR 1027 de décembre 2002) d'une vue d'ensemble de l'évolution et des transformations successives de la monnaie, des définitions essentielles, d'un bref rappel des grandes théories monétaires, des fonctions de la monnaie légale actuelle, des diverses monnaies parallèles (leur création, leur forme et leur fonction) et, enfin, de ces deux projets de société (dividende social et projet SOL) liés à l'usage de la monnaie. Il leur est facile de réunir ces neuf feuilles en un petit fascicule à emporter en vacances, à relire tranquillement et à faire lire autour d'eux.

On a compris que la monnaie est une création humaine et qu'elle a déjà subi de nombreuses modifications, mais que celles-ci ont souvent été imposées sans débat et dans l'intérêt de certains, mais rarement de tous.

Innovons ensemble : réfléchissons à une nouvelle transformation, mais préparée celle-ci. Et avec un objectif clair : que la monnaie devienne l'instrument, le moyen de remettre l'économie au service des gens (et non plus le contraire comme souvent aujourd'hui) et que l'éradication de la misère s'effectue dans le respect des droits de l'homme, des générations futures et de l'environnement naturel.

Nous proposons donc à nos lecteurs de se servir de cette étude pour se poser quelques questions, à débattre éventuellement avec leur entourage cet été : quelles sont les qualités de la monnaie légale qu'il faut conserver, quels sont ses défauts qu'il importe de supprimer, et, pour celà, quels devraient être le mode de création monétaire et ses objectifs, et quelles devraient être les fonctions de la monnaie légale pour qu'elle soit le meilleur outil de liens économiques de la société du XXI ème siècle ?

Après la trêve du mois d'août, dans notre numéro 1036 daté d'octobre, nous reviendrons sur ces questions pour éventuellement publier les réflexions et les suggestions que nous aurons reçues et nous commencerons l'exposé de notre réponse, pour en débattre ensuite.

[1] dans Témoignage Chrétien, N° 3030, 03/10/2002.

[2] au cours de la Rencontre internationale "Reconsidérons la richesse", Paris, 1-2 /03/2002. (Nous avons souligné ces termes parce que la correspondance de cette analyse avec celle de Jacques Duboin est frappante ... !)